



CJPMO: Le gouvernement américain ne dicte pas la loi sur Israël et la Palestine

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 20 novembre 2019

Communiqué du CJPMO

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: [PALESTINE](#)

Les Canadiens pour la Justice et la Paix au Moyen-Orient (CJPMO) dénoncent la tentative ridicule du gouvernement américain de légitimiser les colonies israéliennes illégales (les « implantations »). CJPMO demande à tous les partis politiques canadiens de rejeter immédiatement le « décret » de l'administration Trump sur le sujet et de condamner les ambitions coloniales d'Israël dans le territoire palestinien.

Hier, le secrétaire d'État Mike Pompeo a renversé des décennies de politique étrangère américaine sur les colonies israéliennes en suggérant que « l'établissement de colonies de civils israéliens en Cisjordanie n'est pas en soi contraire au droit international ». CJPMO remarque que contrairement à ce qu'affirme Pompeo, les colonies israéliennes violent l'article 49 de la quatrième convention de Genève – droit international – qui affirme clairement que la Puissance occupante ne pourra procéder au transfert de sa population civile ou construire des colonies civiles sur les territoires occupés. De plus, l'annonce de Pompeo contredit le propre bilan électoral du gouvernement américain à l'ONU : il y a trois ans à peine, le gouvernement américain avait voté en faveur de la résolution 2334 (décembre 2016) du Conseil de sécurité de l'ONU qui condamnait les colonies israéliennes comme étant une « violation flagrante du droit international ». Le président de CJPMO, Thomas Woodley affirme : « Le droit international n'est pas une question d'opinion personnelle. Par conséquent, le secrétaire d'État Pompeo ne peut pas unilatéralement renverser des instruments établis du droit international et des décennies de précédents légaux.

L'annonce de Pompeo fait suite à une série de mesures pro-israéliennes et anti-palestiniennes que l'administration Trump a prises. Depuis son élection, Trump a déménagé l'ambassade américaine à Jérusalem, arrêté le financement pour les réfugiés palestiniens vulnérables, et exclus les représentants palestiniens de Washington (DC), en plus de développer un « plan de paix » unilatéral qui favorise de façon disproportionnée les Israéliens. Thomas Woodley continue : « Cette dernière annonce est un autre clou dans le cercueil du soutien américain illusoire pour un règlement équitable du conflit israélo-palestinien, car la poursuite de la colonisation israélienne du territoire palestinien contredit tout ce que les négociations visent à obtenir. ».

Saeb Erekat, le secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), demande à la communauté internationale de « prendre toutes les mesures nécessaires pour répondre (à) et décourager ce comportement américain irresponsable ». Depuis hier, l'UE rejette la nouvelle position du gouvernement américain sur les colonies israéliennes

illégales. Jusqu'à présent, au Canada, Jagmeet Singh, le chef du NPD, a été le seul dirigeant politique canadien à s'exprimer contre l'annonce de Pompeo. Les dirigeants politiques canadiens doivent se joindre à nos alliés pour reprocher aux États-Unis leur soutien indéfendable aux actions criminelles d'Israël, qui coûtent aux Palestiniens leurs libertés fondamentales et leur autodétermination future.

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec :

Miranda Gallo

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient

Téléphone: 438-380-5410

[Courriel CJPMO](#) - [Site Web CJPMO](#)

La source originale de cet article est Communiqué du CJPMO

Copyright © [CJPMO](#), Communiqué du CJPMO, 2019

Articles Par : [CJPMO](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca